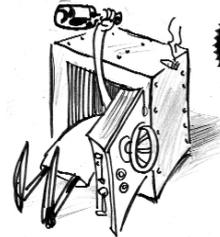


**VÉOLIA :
LA MANNE
QUI
ARROSE**

P. 8

la lettre à **LULULU**



Plus il pleut, plus il pleut

Irrégulomadaire satirique N° 63 - décembre 2008



**Fachonne victime
Le chien ne commet
pas d'imper**

Les clébard mouillés, ça pue le chien mouillé, et faut toujours qu'ils se secouent le poil partout, et l'odeur avec. Avec les chiens d'aveugle, c'est pas pour autant du mouillé invisible. Les élèves de terminale du lycée de La Baugerie ont eu l'idée d'un prototype d'imperméable pour chien guide d'aveugle. Tissu souple mais « respirant », avec système simple pour que l'aveugle puisse enlever à tâtons le paletot du toutou. Tout ça avec un message sur l'imper canin : « Ne me caressez pas, je travaille ». Si on passe la main sur le ciré en pleine respiration, paraît que ça perturbe les performances du chien. On devrait adapter le slogan à tous les trimards, chaînes de productions, open spaces, fast food et sweat shops du monde. Ne les cassez pas, ils travaillent pour vous. Ça aurait vraiment du chien.

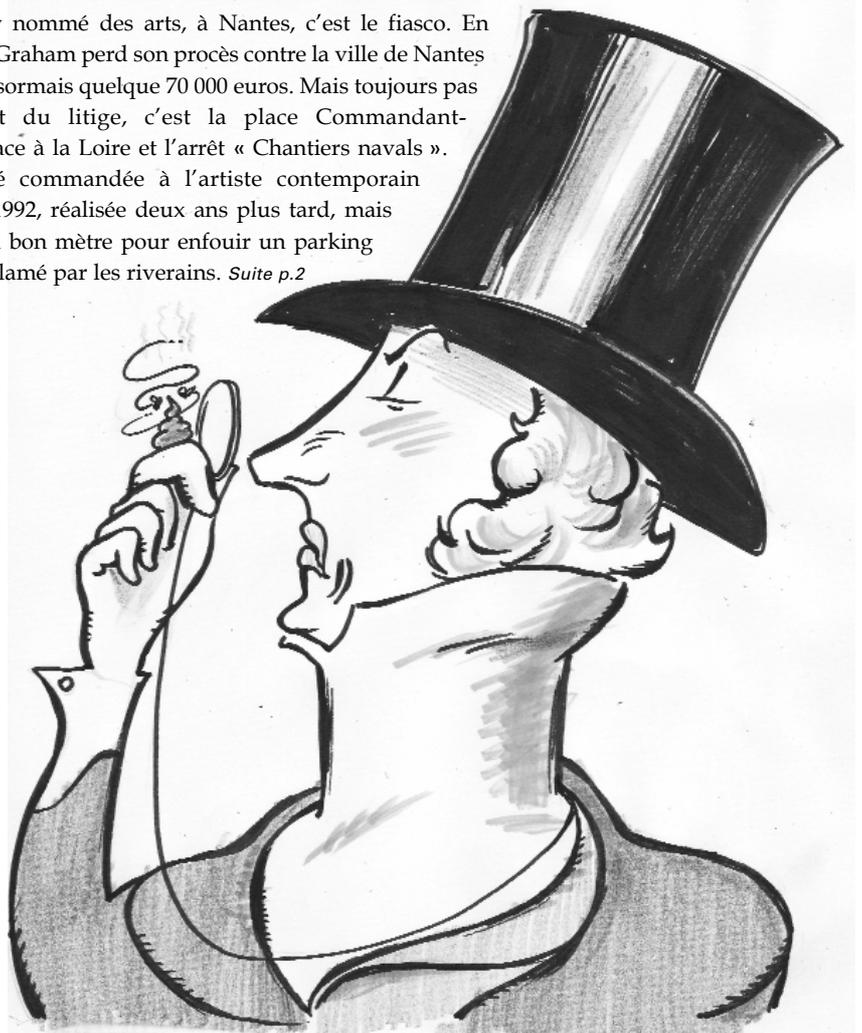
**Musique de
chambre
Bas fonds
de commerce**

Ça se passe entre deux chambres. La CRCI, chambre régionale de commerce et d'industrie, vient de passer dans le collimateur de la chambre régionale des comptes. Épinglé, le licenciement arrangé du directeur général en 2002, assorti d'une indemnité de 92 500 euros après dix ans à ce poste. « Cette indemnité paraît irrégulière », euphémisent les magistrats des comptes. Un pactole impossible en vertu du code du travail. Et pas plus selon le règlement intérieur de la CCI qui ne permet que trois ans d'ancienneté, plafonné au traitement perçu jusqu'à l'âge de la retraite. En plus il aurait fallu l'autorisation du Premier ministre. Autre motif de remontrance, la dissolution de l'association Miriad, un système de formation individualisée créé en 1996 par les CCI membres de cette chambre régionale de commerce. En 2004, c'est le naufrage, avec un trou affiné à 295 000 euros. La CRCI accepte d'éponger 180 000 euros, le reste devant être réglé par les CCI adhérentes, dont un tiers a carrément refusé de payer, prétextant qu'elles n'avaient jamais signé la convention de partenariat. Le licenciement de la

Tramatisme
**COMMANDES PUBLIQUES
À FOUTRE EN L'ART**

C'est quoi le machin en ruine à côté de la rame ? Implanté près des lignes de tram, l'art contemporain payable à la commande se fait battre pas les vents. Ouille !

Le tramway nommé des arts, à Nantes, c'est le fiasco. En 2006, Dan Graham perd son procès contre la ville de Nantes à qui il doit désormais quelque 70 000 euros. Mais toujours pas réglés. L'objet du litige, c'est la place Commandant-L'Herminier, face à la Loire et l'arrêt « Chantiers navals ». L'œuvre a été commandée à l'artiste contemporain américain en 1992, réalisée deux ans plus tard, mais surélevée d'un bon mètre pour enfouir un parking en sous-sol réclamé par les riverains. *Suite p.2*





mon œuvre, votez-vous, se focalise sur l'objection. Centre de l'insomnie, bien sûr.

COMMANDES PUBLIQUES À FOUTRE EN L'ART

► Suite de la page 1

Baptisée « *Nouveau labyrinthe* » par l'artiste, cette plate-forme co-financée par l'État a aussitôt pris des airs de désert minéral, tombant en botte dès l'installation : dalles décollées, recollées, redécollées, remises en place. Au point que la ville a collé un procès à l'artiste yankee et son associé, l'architecte allemand Erick Recke. Les avocats municipaux ont notamment reproché à Dan Graham de n'avoir assisté qu'à une seule réunion de chantier et à l'architecte de n'avoir fait que « *seulement trois apparitions* ».

Mais depuis 2006, rien. Ou si : la ville a envoyé un courrier à monsieur Graham. Qui n'a ni répondu ni payé. Une transaction a été imaginée : effacement de sa dette contre remaniement du projet. Parole en l'air. Depuis, rien.

Tendance : l'art raté

L'art est à la rue. Complètement. Dans le sillage du tram nantais, l'art, c'est ratage et compagnie. Ethnologue et anthropologue, Anne-Marie Giffo-Levasseur et Bernard Vrignon ont étudié trois commandes publiques aux abords des lignes : trois ratés*. D'abord, la place Dan Graham. Nantes a cru acheter un grand nom, salivant à l'idée de cette sommité internationale de l'art conceptuel, pourtant inconnue du grand public. Miser sur une signature gadget n'aura donné qu'un grand bout de rien battu par les vents. Le fiasco de l'oeuvre a traumatisé les élus et dépité le public. La commande publique s'est focalisée sur la « *commande* » plutôt somptuaire, oubliant la dimension publique, les enjeux démocratiques, le lien social.

L'art comptant pour rien

À Nantes, après ce traumatisme, les autorités ont tenté de la jouer plus fine, sous l'impulsion de Laurent Théry, alors directeur général des services de la communauté urbaine, qui remet l'art contemporain sur des rails. Six projets sont lancés autour des lignes du tram. Deux sont abandonnés dès les études de faisabilité. Quant aux grands mâts lumi-

neux imaginés place Viarme par l'artiste Claude Levêque, ils ne verront ni le jour ni la nuit. Le projet avorte, plombé par des « *complications techniques et juridiques* », coût d'entretien trop chérot et opposition de riverains. Ne sont restés que trois projets, qui laissent trois bilans pas très brillants.

Le caisson qui fuit

Place des Lauriers, à Bellevue, l'artiste anglo-allemande Ruth Bles Luxembourg avait pourtant pris des précautions, en résidence dans le quartier, animant un atelier photo pour se faire apprivoiser avant d'implanter son « *Pied-à-terre de lumière* » dans un hall d'immeuble. L'« *installation permanente in situ* » est un caisson présentant une photo d'eau qui coule, placée sous une plaque de verre au sol, et éclairée par en-dessous. L'implantation a connu quelques déboires**. Il a fallu refaire la photo ravagée par des infiltrations de pluie, et d'humidité. Puis la plaque de verre a morflé sous les coups de kärcher (registered trademark) et de balayeuse des services municipaux de nettoyage, pas prévenus. On a commandé à un labo spécialisé londonien une réplique de la première photo, mais damned ! Le cliché livré et remonté sous la plaque de verre n'est pas le bon. On recommencera. Ces plaisanteries successives occasionnent en tout, un an et demi de retard, entre la fin du séjour nantais de l'artiste et l'installation « *qui n'apparaît toujours pas définitive* » aujourd'hui tachée par une trace jaunâtre*. Dans le quartier, on hésite entre le tollé et l'incompréhension. Personne ne parle de faire sauter le caisson.

Vivement s'asseoir

Pour les deux autres projets, pas mieux. Entre la place Viarme et la rue Jean-Jaurès, le Belge Patrick Corillon a posé un banc envahi par une plante grimpante en acier, résine et caoutchouc. Personne ne pose jamais la moindre fesse dessus. « *La position assise est rendue très difficile par la nature torsadée de la structure et rend quasi*

impossible d'y demeurer plus d'une minute », commente l'étude. Le panneau expliquant l'oeuvre a longtemps été quasi illisible, en lettres minuscules, occulté par la condensation sur la vitre. C'est finalement une sucette Decaux qui l'a remplacé. Installés aux coins de la place devant l'église Sainte-Thérèse en brique rouge, les quatre groupes de dix sièges pivotants en plastique coloré de Liliana Moro devaient inciter à une pause, à des rendez-vous, des rencontres. Encore raté ! Appropriation sympathique, les sièges pivotants ont servi de manège aux ados du quartier. Mais les chaises ont été saccagées, incendiées, volées, pas remplacées. Il n'en reste que trois, soit 92,5 % de perte. Bien pire qu'à l'armée.

Pourvu qu'ça dure

« *Dans les trois cas, notent les ethno-anthropologues, le processus manque de cohérence technique et l'appropriation ne se fait pas* ». On semble s'être mal posé les questions : les projets sont-ils faisables techniquement, et comment assurer la maintenance au cours du temps, bien après la fin du chantier ? Et l'information du public, usagers du lieu, riverains ou simples passants, a été négligée. Pour ne pas dire qu'une véritable incompréhension s'est instaurée entre artistes, gens du quartier, techniciens et élus de la ville. Une oeuvre d'art public coûte plus cher une fois réalisée que lors de sa création. La région se réveille à peine en ce moment, souhaitant rénover l'ensemble des 1 % culturels des lycées de la région... Une paille ! Ces questions se posent pour les œuvres décréées permanentes (on dit « *pérennes* ») du projet Estuaire de Jean Blaise. Les grands magiciens de la com' trouveront bien un truc pour expliquer que tout était prévu : les tags des mouettes chieuses, la mousse verte qui donne une patine si post moderne, et l'usure due à l'absence de bobos après les inaugurations.

Michel Ragot

* Lieux communs n° 9, revue de LALIA, laboratoire langages actions urbaines altérité.

** « *L'oeuvre d'art victime des précipitations* », Lulu n° 39, avril 2003, et « *Ya pas photo* », Lulu n° 41, juin 2003.

LATULULULU?

JUSTE POUR MÉDIRE

Ouest-France, le 11 décembre 2008

Désigné comme parrain du festival Juste pour rire, Franck Dubosc en profite pour regarder Nantes avec un peu de condescendance, mais sans rire. Le Dubosc n'est pas sûr qu'une émission de télé puisse se tourner à Nantes, « *mais ce serait une belle récompense pour cette ville de province* ». Les ploucs trouvent ça juste drôle.

GONFLETTE

Ouest-France, le 27 novembre 2008

Un ministre de la culture chasse l'autre et le prédécesseur se voit traité de truqueur de chiffres. Jean-Louis Jossic balance. Avant lui, rien que du bluff. Evoquant la suppression du concert gratuit du 31 décembre, il confie : « *Il faisait trop froid pour un concert, le public n'était pas là. Les chiffres étaient certainement gonflés : 50 000 personnes pour Clegg. La petite Hollande n'est tout de même pas la Beaujoire!* ». Les comptages officiels, c'était donc bidon. Promis, pour les marchés de Noël, on comptera les poils de la barbe de tous les pères Noël, un par un et devant huissier.

À TES CÔTÉS DE LA PLAQUE

Le Figaro, le 5 décembre 2008

Quand il faut féliciter les vainqueurs, fussent-elles vainqueurices, il ne faut pas tergiverser. Le Figaro raconte qu'Ayrault avait assuré le coup quand les premiers chiffres donnaient Royal en tête. La présidente des Charentes-Poitou a reçu un SMS de Jean-Marc Ayrault pour la féliciter pour ce succès bien mérité. « *Bravo pour ta victoire. Je serai à tes côtés* ». Il est juste tombé à côté.

NOUS DEUX

Ouest-France, le 17 novembre 2008

Titre dans cet excellent quotidien : « *Vie à deux : les notaires conseillent les couples* ». On se demande pourquoi ils ne conseillent pas plutôt la vie en couple tuyau de poêle, les amants dans le placard, l'orgie collective et plus si affinités. Ça leur ferait quand même un peu plus de clientèle.

Média immédiat Speed editing

Première question : comment vivre sans ? Deuxième question : à quoi servent les infos de dernière minute (breaking news dans le jargon des journalistes) de maville.com, le site public sélectionnant des articles d'Ouest-France et Presse-Océan ? Réponse : à comprendre le monde sans attendre le lendemain. Petit florilège sur 24 heures de la vie d'un impatient : on apprend donc par ces infos exclusives et immédiates que la miss élue Miss Nantes la veille au soir « *a déjà ratifié les titres de Miss Côte de Lumière, Miss Noirmoutier, Miss Pays de*

Monts et Miss Sud-Vendée ». Que la préfecture fait le pont du 11 novembre. Que Lance Armstrong pourrait être au départ d'une course cycliste dans la Sarthe mais que ce n'est pas sûr, juste « *crédible* ». Que d'après le site internet d'Yves Simon, son prochain concert est annulé. Un peu plus tard, on apprend grâce à ce rendez-vous aussi impromptu qu'indispensable, que la millième photo de toutou fournie par un internaute au site est un chat tigré qui s'appelle Tango. Photo à l'appui. En voilà de l'info. Rien que du lourd, comme on dit chez les lourdistes.

Trois fois rien Miss potiche écharpée

Miss Nantes 2009 a été élue, deux mois avant 2009 et à Rezé. Allez comprendre. Paraît que ça ne sert à rien. Tout juste une répétition avant l'élection de Miss Bretagne, elle-même qualificative pour les candidatures à Miss France.

« *Hormis l'écharpe et un bouquet de fleurs, je n'ai rien gagné à cette élection Miss Nantes* », confie Alizée Potier, repérée « *pour sa beauté physique d'une part, et pour son aisance sur les podiums d'autre part* ». C'est le classique, sois belle et

bouge tes fesses en chaloupant. Avec les deux lignes sous la photo, l'info devient mécaniquement une implacable mécanique de précision : « *Après trois tentatives en Vendée, Alizée Potier a fini par remporter l'élection Miss Nantes 2009* ». Ça doit être ça, la création de légende. En tous cas, le rattachement de Nantes à la Vendée est déjà entériné. Z'avez pas vu l'expo au château des ducs de Vendée ?

* Ouest-France, le 8 novembre 2008

Seuls au monde Les frères Pétard



Les Jalladeau reconduits à la frontière des trois continents. Que fait la police des héritages ?

Fondateurs du festival des trois continents depuis sa fondation en 1978, les deux frères Jalladeau sont poussés dehors depuis que le dehors les appelle. La dernière année, ils n'étaient plus que directeurs artistiques, sans contrôle des finances. Leur contrat de co-directeurs artistiques s'est achevé début décembre. Pas question de jouer au viager. Le conseil d'administration du 9 janvier doit sceller leur sort.

À la soirée de clôture du festival, l'adjoint à la culture a soigneusement lu le discours du maire, absent ce soir-là. Un discours diplomatique, pesé au milligramme, commençant par rendre hommage aux Jalladeau pour l'ensemble de leur œuvre, hop c'est fait, et expliquant que la Ville attend la feuille de route de la nouvelle équipe et les projets du directeur pour les cinq ans à venir. Hop, c'est dit. Page tournée, souvenirs pour les uns, avenir devant soi pour le reste. Jean-Louis Jossic enfonce le clou par voie de presse : « Les frères Jalladeau sont à l'âge de la retraite, on est en fin de contrat ». La moitié des frangins à lui tout seul, Philippe rétorque en pétard : « Dans les professions artistiques, il n'y a pas de limite d'âge. Comme les chefs d'orchestre. D'ailleurs, Jossic n'est pas si jeune non plus ». Oui, mais avec Tri Yann, il est quand même un peu chef d'orchestre. Comme

adjoint à la culture aussi.

La suite avec Alain Jalladeau. Sur le vote irrégulier qui a débarqué l'ancien président Alain-Pierre Daguin en juin : « Scrutin truqué ? Quand il a été élu président, les votants n'étaient pas non plus à jour de leur cotisation ; ça n'a gêné personne, à l'époque ». La marque « festival des trois continents » monnayée contre 34 000 euros en plein schprountz conflictuel : « Philippe ne souhaitait pas ça, au départ. Il voulait l'échanger contre son salaire (sur dix ans). Le conseil d'administration (de l'association F3C) l'a racheté, mais c'est rien du tout. Le festival de photo de Cahors a cédé la marque à la Ville de Toulouse pour 400 000 euros ».

« On aurait dû arrêter le festival à la 20^e édition, en pleine apothéose, avec une situation saine, sans dettes », regrette Alain Jalladeau en ajoutant que « l'édition 2007 a été catastrophique avec un déficit de 85 000 euros. En 2006, le trou était déjà de 40 000. La mairie a consenti une subvention exceptionnelle de 64 500 euros, officiellement pour la 30^e édition, mais qui n'a pas pu financer la venue d'invités prestigieux puisqu'elle a surtout bouché les trous ». Et payé les 34 000 euros réclamés par Philippe Jalladeau pour l'usage de la marque. Ainsi que 24 000 euros pour le licenciement négocié de Guillaume Marion, l'ancien délégué général. Les successions, ça coûte cher, mais pas de quoi en faire tout un monde. Ni tout un cinéma.

Satyajit Prop

* Le Monde, 11 décembre 2008

SaLULUtations La reprise, enfin

Une première dans l'histoire de Lulu depuis sa création : un journal local, Presse-O en l'occurrence, reprend le 18 novembre une info de Lulu, en la sourçant s'il vous plaît : l'histoire du vote douteux au festival des trois continents débarquant le président en bisbille avec les Jalladeau. Le 7 octobre, un compte rendu d'Ouest-France parle d'un type accusé d'outrages pour avoir traité des agents de la Tan de mécréants, ce qu'il nie. Son avocat revient à la source du conflit : « Il a été amené à critiquer la Tan sur la base d'un article du journal La Lettre à Lulu qu'il avait lu ».

Autant de respect des confrères, c'est louche. En plus en citant ouvertement Lulu. À la troisième citation, on leur envoie nos avocats pour usage public d'un titre sans payer de royalties. Et si par ailleurs, les bandits de petit chemin se mettent à citer Lulu comme source de leur inspiration, où va-t-on ?

De notre envoyé spécial partout

Partout, c'est là qu'était Lulu. Tout vu, tout observé. Même le reste.

Hamstéroïdes

Conversation au téléphone dans le tram. « Ouais ben, on va aller en racheter un autre. Puisqu'il l'a bouffé. Ben le chat, tiens... Non, c'est le chat qu'a bouffé le hamster, le deuxième, celui qu'on avait racheté mercredi dernier. Oui... Ben imagine, la tête dans la cage, le corps à côté, dans le couloir. Sinon, on va voir un film, ce soir ? » Un film d'amour cannibale, pour se reposer.

La beauté anti krach

Lors de la conférence de presse de présentation de la Folle journée, l'ancien adjoint à la culture Yannick Guin se lance dans une diatribe sur « les circonstances que nous traversons ». Dans l'assistance, chacun palpe son portefeuille d'actions et de crédit pour savoir s'ils ne se sont pas liquéfiés dans la seconde. La crise financière, la récession, le krach ? Bach s'en rit. Selon l'élu à barbiche, lyrique, la Folle journée anticipe « le rebond nécessaire avec une stratégie exemplaire qui incarne ce qu'il faudrait faire, en s'appuyant sur des valeurs comme la Beauté ». La parade rêvée contre l'effondrement du capitalisme. T'as pas vu la Beauté, chérie, je retrouve plus la boîte ? Y'en a plus mon ange, on a tout claqué hier en achetant les croquettes de chien pour farcir la dinde du réveillon. Et puis tant qu'à faire des parallèles, Yannick Guin plaide pour les dirigeants de la Folle journée : « Si on avait des conseils d'administration aussi vigilants il y aurait moins de dérapages ». Le FMI, la FED et les apprentis sorciers de Dexia, Lehmann Brothers et compagnie feraient bien d'en prendre de la graine. Le baroque, c'est l'antidote au capitalisme.

Faut pas charruer

Expo sur l'aventure industrielle aux archives départementales de Loire-Inférieure. Un catalogue de charrues Huard de Châteaubriant. Daté de « vers 1914 ». Dessus, un tampon d'époque, bien lisible : « Les prix de ce catalogue sont annulés ». Angoisse : c'est annulé définitivement ou juste pendant la guerre ?

Pipinillage

Manifestation contre les priers anti-avortement sur le parvis de l'église en brique Sainte-Thérèse. Grosse présence policière pour protéger les ultras de bénitier. Une manifestante se prend une amende de 90 euros pour avoir pissé entre deux voitures. Juste à côté d'un robocop du maintien de l'ordre qui venait justement de se soulager à

côté de son fourgon sans être verbalisé le moins du monde. Ses collègues ne se sentent plus pissier.

Le Bail des débutantes

Gala de clôture du festival des trois continents. Mêmes poncifs sur l'amitié entre les peuples, le cinéma aidant à la découverte de l'autre. On se croirait au catéchisme. Discours plan-plan, ou plutôt plan-séquence. Dans le lot, la porte parole de la Région, la benjamine de l'assemblée Chloé Le Bail prend des intonations de tribun. On dit tribune, au féminin ? Mais ça sonne faux, ces envolées véhémentes, on n'est pas dans un congrès du PS. Et tout le monde se marre. Les gens sont d'un méchant.

TarTAGueule

Le Lieu unique s'est payé un nouveau meuble à DJ. Design genre zippo géant, en inox, et bancal. Une carrosserie de 2,5 tonnes pour planquer les platines. Mais las, lors d'une des premières soirées hip hop, un tagger a déposé sa signature sur un coin des 12 m² de miroir. Avec ces rappeurs qui font de l'art sur l'art, avec effet miroir, le chef des platines est fumasse démultiplié.

L'espion du 6^e rang

Réunion de soutien aux Tunisiens de Redeyef, traînés devant les tribunaux pour avoir participé à un mouvement syndical pacifique. Juste pour demander à revoir le concours truqué des emplois dans les phosphates. L'adjoint Vert Jean-Philippe Magnen

évoque le conseil nantais de la citoyenneté des étrangers. Il s'étonne qu'aucun Tunisien ne figure dans ce machin consultatif, alors qu'on estime à 300 familles les immigrés de toutes générations venus du bassin minier de Gafsa, depuis qu'un entrepreneur de BTP avisé ait envoyé des cars vides pour ramener de la main d'œuvre de ce sud Tunisien. L'adjoint fait ses plus plates excuses quand un type au sixième rang lève le doigt : « Si si. Moi j'en fais partie ». Intervention quelques minutes plus tard : le type en question est en fait très lié au consulat. De là à le voir comme un mouchard du parti de Ben Ali, il n'y a qu'un pas. Ou un bras de mer méditerranéenne.

Un seau d'eau froide !

Présentation à la presse du service de grooms voitureurs pour remballer les courses à Noël et les ramener à domicile après avoir fait fumer la carte bleue. Initiative de l'asso de commerçants Plein centre. Selon la vice-présidente de l'asso des tiroirs-caisses centraux, les douze voitures sont « visuellement très impactantes ». Pour les piétons, vaut mieux ça que corporellement impactantes. Quant au vice-président, le coiffeur Hugues Friu, c'est surtout la jeune chauffeuse en uniforme rouge qui l'a impacté. Le petit commerçant a lourdement insisté sur sa beauté, son charme, gna gna gna.

On a échappé de peu à un couplet sur sa carrosserie.

meilleurs vœux



Tandem Un flic de perdu

Voilà une réduction de 33,33 % qui passe sans que la maison Poulaga tousse. Les équipages à deux plutôt qu'à trois par voiture, c'est pour bientôt à Nantes. Les patrouilles de police vont tester la formule Starsky et Hutch. Les syndicats de flics ne sont pas contre, sauf la nuit. On les a connus plus vindicatifs. L'année prochaine, on leur propose des équipages à un seul fonctionnaire, et ils négocieront pour garder un et demi.

Souris Clic à cul

L'autorité municipale vient de créer un « traitement automatisé d'informations nominatives dont l'objet est la traçabilité des sites internet consultés par les agents de la mairie de Nantes ». Le but : « établir des statistiques de consultations des sites internet, et ponctuellement d'établir la liste des sites internet accédés à partir d'un poste de travail ». Sûrement une mesure de soutien aux bons vieux magazines de cul sur papier.



Tartagueul De la bouse, pas de la tarte

Caramba, encore entarté ! Tenus par les subventions, les paysans anti aéroport deviennent antitarte antinotable.

Vice-président du conseil général, Claude Bricaud a pris quelques tartes dans la gueule le 1^{er} octobre. Cinq, exactement. Toutes bien crémeuses, bien dégoulinantes sur le tarbouif*. C'était lors d'une réunion informant les paysans du secteur de Notre-Dame-des-Landes et propriétaires fonciers du coin. Objectif : préparer les échanges à l'amiable de parcelles utiles au chantier routier de desserte de l'aéroport. Un projet maousse qui manque encore un peu de sous pour décoller. Le lendemain de ce gâchis de crème fraîche, le président du département Patrick Mareschal incite Bricaud à porter plainte. Les gendarmes ont donc pisté les adresses des ordinateurs qui ont envoyé la vidéo à YouTube et DailyMotion. Six heures de garde à vue, ordis saisis pour deux internautes. Les crêmefraichistes sont convoqués début janvier. Mareschal a aussi écrit à la Confédération paysanne pour que le syndicat agricole dénonce ce terrorisme pâtisier. « Incident inadmissible », « agression » selon Mareschal qui expose son exigence : « Je ne peux pas croire que cette action violente puisse être le fait

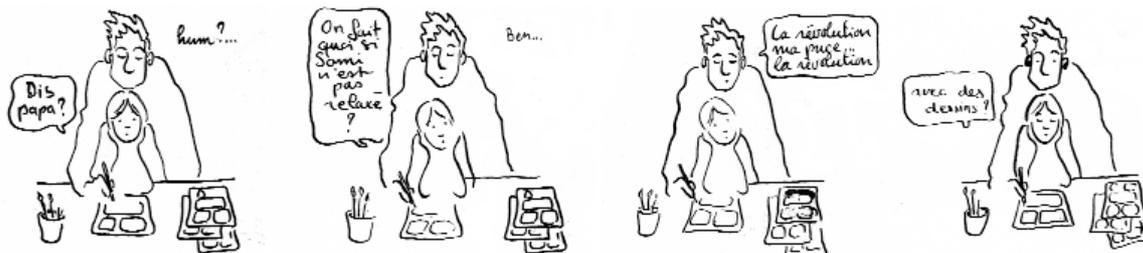
de membres de votre organisation (...) C'est pourquoi je vous demande de dénoncer publiquement avec la plus grande fermeté ce geste et ces méthodes ». La Conf' est contre l'aéroport, et le coup des tartes est dérisoire comparé au démontage d'un McDo ou à l'épandage de lisier devant une préfecture. Pourtant, trois semaines plus tard, la presse locale publie un communiqué de la Conf' qui « condamne l'entartage », qualifié d'« acte inadmissible ». Dominique Lebreton, président de la Conf' 44, sert à Lulu quelques explications embêtées : « L'entartage, c'est pas quelque chose qu'on partage. J'étais absent quand s'est rédigé ce communiqué, qui est regrettable, ça va nous poursuivre. On a autre chose à faire que se défendre là-dessus ». Il rappelle que le conseil général vient de voter, comme la Conf', contre le projet agricole départemental imposé par la chambre d'agriculture 44, passée à la FDSEA depuis les dernières élections. « On n'est pas à la botte du conseil général. La preuve, on est opposés à l'aéroport. On a juste des affinités politiques et des soutiens qui se traduisent par des financements », concède Dominique Lebreton. Des subventions qui aident à comprendre qu'il vaut mieux condamner quand on vous le demande. Mieux vaut tarte que jamais.

* Lulu N° 61, « Crime à la crème »

Digital Plainte de petit doigt

Sami, l'instit accusé d'avoir tordu le doigt d'un robocop* lors de l'évacuation musclée de l'inspection académique en juin dernier passe en procès le 23 février. La mobilisation se poursuit : plus de 21 000 signatures de soutien ; soirée débat au cinéma Le Concorde le 20 janvier à 19h30 avec le film « Très bien merci » et débat avec Jean Danet, avocat ; concert de soutien à Indre le 31 janvier à l'issue d'une journée de rencontres et débats. Histoire de financer les frais de justice. Et de faire du barouf pour obtenir la relaxe. Comment se relaxer avec ce ramdam ?

* Brutes de couloir, Lulu n° 61



Res publiquance Blancho blanchi

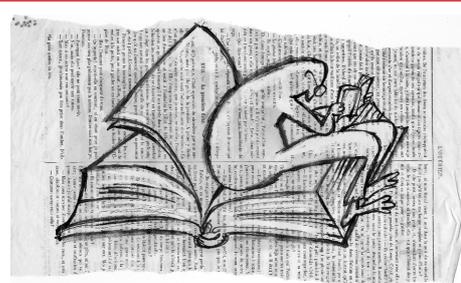
Scoop historique : les socialos de Loire-Inférieure ont résisté. Certains après avoir mis Pétain en place.

Le PS local s'est fendu d'un bouquin sur la Résistance. Un bouquin* un peu mince, pas passionnant. « Il est difficile de donner une place aux socialistes résistants dans la libération de la Loire-Inférieure et dans l'action menée dans la poche de Saint-Nazaire », écrit l'auteur, Sabine Prin, carte au PS et maîtrise d'histoire contemporaine à la clé. Mission : pister les socialos pendant l'Occupation et si possible les trouver du bon côté. Seulement voilà : le 10 juillet 1940, les quatre députés SFIO du coin ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, avec 565 autres. « Mais avaient-ils conscience qu'ils condamnaient dès lors définitivement la III^e république ? », tente l'auteur. À la Libération, leurs anciens compagnons n'ont pas tergiversé, condamnant fermement : « Nos élus de Loire-Inférieure n'ont pas su dire "non" ! Ils se sont ainsi classés nettement à la place qui était la leur, celle des arrivistes et des félons, véritables champions vénéneux de la politique* ». À l'opposé, un sénateur nantais très extrême-droite, le marquis de Dion, s'abstient de voter les pleins pouvoirs au Maréchal. Seulement, François Blancho, 25 % des félons vénéneux SFIO à lui tout seul, est remis en piste, notamment grâce à ses frères francs-maçons. Les effectifs du conseil municipal se calquent alors sur ceux de la loge du Grand Orient Le trait d'union. Blancho sera maire de Saint-Naz de 47 à 68, député de 62 à 67. Comment retrouve-t-il sa virginité ? L'historienne militante évoque des Français de 1940 qui « n'ont pas condamné Pétain », n'étaient pas tous résistants de la première heure, ni vichyssois. C'était la fin de la guerre, pas de la République, plaide Sabine Prin après avoir expliqué le contraire quelques pages avant. Qui voudra avaler une telle pastille de Vichy ?

Pierre Javal

*Les socialistes et la résistance en Loire-Inférieure, Sabine Prin, 127 pages, édition L'Ours.

** La Tribune socialiste, organe de la fédération de Loire-Inférieure, 9 juin 1945, cité par l'ouvrage



La brosse à relire

GUERRE MIEUX

« Et puis voici pour ceux des guerres, les coqs cambrés et claironnant, et les vautours, de haine lourds, avec leurs serres teintes du sang des souvenirs ». Poésie des tranchées, écrite en 1916 par un artilleur inconnu au bataillon, Albert-Paul Granier, fils de notaire du Croisic. Un petit bouquin édité en 1917 a été récemment déniché, pages non coupées, dans un vide-grenier de Mesquer. Le dénichéur en a fait cadeau à Claude Duneton, qui l'a fait éditer et préfacé, trouvant le sous-officier de la trempe d'un Apollinaire.

Les coqs et les vautours, Albert-Paul Granier, Éditions des Équateurs. 10 euros.

BRICOLO, SAXO ET C'

Un bon élan donne de l'entrain. C'est connu. Pour preuve, le string de bain du plus bel effet réalisé avec un bel élan. Empaillé, bien sûr. Ce petit guide de survie pour bricoleur improbable ne manque pas de ressources : les épluchures de pneus finissent crème solaire, les baignoires fournissent les trous idoines pour mini golf d'appartement, et les poulpes servent à tout, avec ou sans enclume. Soigneusement illustrés, 37 objets indispensables ou alors simplement impensables, pour beautiful people prenant leurs vacances en Foutraquie.

Petit atelier de bricolage de plage, Sophie Loubière, illustrations de Laurent Sillau, Ginkgo éditeur, 9 euros.

PASSE TON BAC D'ABORD

Au bar de l'Escalé, on a la cale en pente. À Couëron, le Paradis paraît bien isolé. À travers la Loire, ou en biais de Gironde, un va-et-vient de croisières ordinaires, embarquement pour en face et la poésie remuée par la vague d'étrave. C'est ce que révèle le carnet de bord nonchalant tenu par Bernard Bretonnière, qui sait « emprunter la route-digue trait tiré de la terre à la Loire au-dessus des marais comme un pont avancé » et remarquer que « sur le quai du Pellerin cité natale du flic et intrigant Fouché l'édicule des toilettes est tout neuf et pimpant ». Ces textes esquissent un sillage au ralenti, autour de photos pellicule sensible, noir et blanc soyeux de Wilfried Guyot. Eaux grises où tombe un œil comme s'il en pleuvait.

Bacs de Loire, bacs de Gironde, road poem, Bernard Bretonnière & Wilfried Guyot. Éditions La part des Anges ; 25 euros.

CHAMBRE NOIRE

Saleté de crabe qui ronge de l'intérieur. Protocole de soins, séance de rayons. À s'empoigner les troubles d'un corps pris de panique lente, on finit par remonter à des cicatrices plus lointaines, enfouies dans la mémoire familiale. Souvenir ravivés, que la phobie de sang aurait pu submerger. Jusqu'à la découverte d'une mère faiseuse d'anges, au sort moins joli que la formule. Confidente, l'écriture à vif est ici toute en retenue, pour ce premier roman très sensible.

Les Blessures fossiles, Marie-Hélène Prouteau, Éditions La part commune, 14 euros.

J'AI ELLE AU TRÉMA

Pour un bateau, le nom paraît improbable. On ne sait pas s'il prendra la mer. Glögg, c'est la première de ces 24 nouvelles au verbe incisif. Jeu du je, parenthèses de confidences, poésie posée, intimités partagées, traversées par Sitting Bull et Buster Keaton, les têtards qu'on élève quand on est gamin, l'origami et les noms des vents qu'il faut bien apprendre un jour. Éclats de rire. La petite musique de cette prose se montre vite prenante, attachante, avec des personnages qu'on perd et retrouve plus loin, à peine plus échevelés. L'Escarbille, la maison d'édition associative nantaise qui publie des premiers romans, a souvent de belles pépites à livrer. Celle-là est à confier à tous vos meilleurs amis. Même ceux que vous ne connaissez pas encore. Glögg, Anne Maillé. Éditions L'Escarbille, 14 euros.



bancó

Merde ! à la crise

Votre banque frôle la banqueroute ? Le meilleur anti-panique bancaire, c'est un bon petit déj' café-croissants-conférence sur la liquidation totale avant travaux.

Il fallait bien les bois dorés et les trumeaux de l'ancienne piaule du généralissime Cambronne pour dire un bon merde ! à l'adversité. Dire merde à cette main invisible du marché prise dans la confiture du profit. Une séance de rattrapage était offerte le 27 novembre par Ecofi investissements au cercle Cambronne, salons de réception de prestige s'il vous plaît. Lulu s'est tapé l'incruste. De l'autre côté de la rue, l'ancien appartement de Jules Verne, ajoute le chauffeur de salle qui s'est renseigné. Entre le général à prendre au mot et l'écrivain à prendre au pied de la lettre, ça doit être une métaphore de l'emmerdement maximum version anticipation. Ecofi Investissements, filiale du crédit coopératif* a ainsi convié ses clients à une séance de petit déj' pédagogique pour rappeler que tout va pour le mieux, hormis une légère ruée vers le pire dont on ne peut prédire l'échéance. Une petite douzaine de clients a répondu à l'appel, à peine plus que le staff bancaire et les hôtes du vestiaire réunis. La crédibilité des banquiers ayant pris du plomb dans l'aile, dans le nez, la queue et le train d'atterrissage, il faut donc rassurer ! Résumé du discours du DG Christophe Couturier, déboulé spécialement de Pantruche pour commenter en cours magistral une palanquée de graphiques : il faut se méfier des « liquidités qui s'accumulent dans les bulles ». Champagne, mousseux, Champomy et autres roteuses sont donc à bannir. Deuxième leçon : « Il y a des raisons d'espérer dans les solutions rapides, enfin, euh... qui vont prendre un peu de temps ». Tout paraît dit, mais pourtant le banquier insiste devant ses schémas dont toutes les courbes se cassent la gueule. Avec les pays émergents, « La théorie du découplage s'effondre ». Et Cambronne qui ne

dit mot. La ministre Lagarde ne se rend pas à l'évidence. Et ne meurt pas non plus. On vient à peine d'avaler les petits croissants sous le lustre qu'on apprend que la dette des ménages américains va croissant. Donnez-leur de la brioche ! Mais attention, à ce stade de digestion, un banquier de gauche se doit d'évoquer les « émeutes de la faim » en prévenant « il y a un danger », tout ça entre les flambées pétrolières et la baisse des indices de fret international. Pour le reste, on retiendra que « les prévisionnistes ont été beaucoup trop optimistes ». On aurait pu prévoir que ces gens-là sont imprévisibles. Sinon, il faut attendre, comme il se doit, le fameux « retour de la confiance », mais quand ? Aucun tuyau sur les paris des prévisionnistes et des bookmakers. En attendant, « les statistiques prévoient une crise tous les dix-mille ans », mais là, patatras, « c'est en fait tous les quatre ans ». Encore un coup des prévisionnistes. Ne partez pas sans savoir que la « théorie du triple A collatéralisé » ne tient plus, au point que « même

la dette sûre n'est plus sûre ». Information : « pendant la crise de 29 à 32 aux États-Unis, 78 % des banques ont fait faillite ». Ça doit être un objectif aujourd'hui : péter un score plus flatteur. Enfin, histoire de rentrer serein retrouver ses économies dans les chaussettes, le DG d'Ecofi lâche que « toutes les banques sont en faillite, virtuellement. Mais ce n'est qu'une faillite virtuelle ». La précision a le don de rassurer. Enfin, virtuellement. Et pour finir, le directeur général martèle que si la crise économique est devant nous, « la crise immobilière, la crise bancaire, c'est terminé ». Ce doit être ce qu'on appelle la phase terminale.

Jérôme Kervillain

* Le crédit coopératif est partenaire d'une conférence « Économie sociale : quelles stratégies de développement ? », organisée par le journal Les Echos le 27 janvier 2008 à la maison de la chimie à Paris. Prix de la journée : 1 136,20 euros TTC par tête de pipe ! (mais seulement 358,80 euros TTC pour les entreprises de l'économie sociale). ? ce tarif-là, l'économie sociale mérite d'aller en bourse. On ira tous au paradis (fiscal).

Au pied du mur Le péril émergent

Président du Medef de Loire-Inférieure, Jean Leroyer a ses idées sur la crise : « Attention aux remèdes, explique-t-il dans la lettre du centre de communication de l'Ouest*. Si on parle de relance par la consommation, comme cela a déjà été pratiqué depuis 25 ans, on affaiblit l'appareil de production français et, en revanche, on enrichit les pays émergents qui déferlent leurs produits sur notre territoire ». Passons sur son usage du verbe déferler, pas très français, pour un verbe intransitif. Retenons plutôt qu'il n'est pas question de laisser un sou aux métèques, niakoués et autres pas-de-chez-nous douteux. Des gens qui voudraient se faire du blé sur notre détresse de victimes de notre crise à nous. Voudraient nous piquer nos économies dans les chaussettes, là où on a juste planqué notre moral. Vont être surpris, les émergents.

* Au pied de la Tour, n°165, décembre 2008

Qui perd Ghana Zombies africains plein la chapelle

Jury du festival des trois continents, co-auteur de *Délicatessen* et de *La Cité des enfants perdus*, Nantais d'origine, le réalisateur Marc Caro habite Nantes depuis qu'il a racheté une chapelle dans le quartier Guist'hau. Pour y installer ses pénates, il a fallu passer par une très officielle séance de désacralisation. Les curés ont eu le nez creux. Le nouvel occupant de la chapelle est en effet très discrètement mais très sûrement collectionneur de films de zombies ghanéens.

Nic et Jeanjean vont à la messe..



Appuyé sur le champignon La myco-logique de marché

À Nantes, faudra lever le pied sur le champignon : « La rémunération versée aux agents exerçant une activité de contrôle des champignons sur les marchés et prévue dans la délibération du 18 juillet 1981 sera versée dans la limite des buttoirs juridiques et pourra être écartée en conséquence ». L'économie de marché en prend un coup. Ainsi en a décidé le conseil municipal de Nantes le 26 octobre dernier. Et ce dans l'indifférence quasi générale, y compris de l'amicale des champignons de contrebande.

LATULULULU?

! POLICE, VOS PAPIERS, ET RELIÉS ! *Quest-France, le 25 octobre 2008*

Si les retardataires ne se livrent pas eux-mêmes, c'est la police qui viendra chercher elle-même les livres qui n'ont pas été rendus à temps à la bibliothèque. Ce n'est pas un mauvais roman, pas même un roman policier. C'est la réalité du crime à Vertou où l'ordre règne enfin : la police municipale se déplace à domicile pour aller chercher les bouquins qui manquent à l'appel à la bibli. Bientôt, chaque livre sera doté d'une page de garde-à-vue.

! L'EUPHÉMISME VOLE BAS *Quest-France, le 25 octobre 2008*

L'aéroport de Château-Bougon, alias Nantes Atlantique, on nous l'a prédit en saturation imminente pour justifier de la création du nouveau à Notre-Dame-des-Landes. Mais voilà que les passagers des vols en France intérieure bouudent. Moins 1,3 %. Les chiffres sont en régression. Ce qui se traduit par un euphémisme d'usage : « en croissance négative ». On attend de pied ferme le retour à la régression positive.

! PODIUMISME *Quest-France, le 7 novembre 2008*

Une asso de quartier défend des jardins familiaux contre le projet d'un promoteur. Une des actions : l'organisation d'une visite historique du quartier. **Commentaire :** « Une réussite avec plus de quinze visiteurs », commentent les organisateurs satisfaits de ce succès. Avec 1,5 visiteurs, ç'aurait été un demi-succès prometteur. 0,15 visiteur, un semi-succès en demi-teinte.

! JOHNNY S'EMMERDE À NANTES *Presse-Océan, le 14 août 2008*

Drame à La Baule city : l'été, les people bouudent l'auto-proclamée, plus belle plage d'Europe. « La faute à la météo et à l'absence d'un lieu nocturne pour les plus de trente ans », diagnostique *Presse-O*. Un certain Stéphane Malhaire, patron d'un resto de plage chic se trouve une consolation, grâce au Zénith nantais : « Johnny Hallyday est venu quand il a donné un concert à Nantes. C'est quand même plus sympa d'être ici... ». La ligue contre le racisme anti-nantais proteste vigoureusement.

! LAMA HERBIVORE *Quest-France, le 13 août 2008*

Quand un dalaï se pointe, il faut nourrir les adeptes du bouddhisme lamable. Le restaurateur nantais Baron-Lefèvre a préparé 20 000 repas bio, à moins de 10 euros le coût de fourchette en plastique. Au menu du riz, des pâtes, de la semoule comme s'il en pleuvait. Et des herbes dans les chambres froides : « en attendant le grand jour, la pâte de basilique est prête ». C'est ça le hic : faut bien mâcher les clochers, ça fait des grumeaux dans la pâte.

! LA GUERRE DE 14-XVII *Quest-France, le 8 avril 2008*

Un chantier d'insertion réaligne, au laser s'il vous plaît, les tombes du cimetière des Poilus. « Dans ce cimetière des portes de la ville, au XVIII^e siècle, ils sont 1 500 pauvres héros oubliés, mâchés frais par la Grande Guerre et reposant dans les carrés militaires », explique l'article. La der des ders a dû commencer très tôt, sous Louis XV. C'est ce qu'on appelle de l'histoire bien tranchée. Va falloir lancer la datation des cadavres au carbone 14-18.

! RÉVEIL MUTIN *Quest-France, le 12 mai 2008*

Bidasses en folie, spécial Kosovo. « L'éloignement commence à peser lourd ! », titre l'article. Sortez les mouchoirs. On apprend que « le capitaine de gendarmerie Pierre-Yves Le Trong a déserté la caserne Lafayette, où il est adjoint au commandant de la compagnie ». Argh ! Un déserteur ! Quelle horreur. Cour martiale, peloton d'exécution. Allez, exécution !

! ÉCRAN TOTAL *Quest-France, le 12 mai 2008*

Les femmes de mirlitaires expatriés sont pas à la fête. Le mari est parti à la guerre en forme de paix, et faut vivre en couple monoparental sans avoir la formation pour. Exemple : l'ordi tombe en rade le jour même où l'époux capitaine s'envole pour Pristina, au Kosovo. Imaginez la détresse de l'épouse : « Au bout de deux semaines, l'écran était tout noir. Moi je n'y connaissais pas grand chose, j'ai dû le changer ». Il y a des gens qui souffrent vraiment.

Le rrrrubby, couillon

L'Ovalie avale l'évaluation

Outre les gnons et les pains dans la gueule sous la mëlée, la coupe du monde de rugby a rapporté du blé. Combien ? Euh ben là...

Le rugby, ce sport où on encaisse, c'est bon pour les tiroirs-caisse. Une étude sur les retombées économiques des trois matches de Coupe du monde à Nantes en septembre 2007 tape un joli score pour le commerce.

Avec son staff, l'équipe galloise aurait largué 50 000 euros. Les amateurs de rugby de parking ont reloué ça sur écran géant ont craqué 200 000 euros. Les spectateurs hors Pays-de-la-Loire ont lâché 10,43 millions d'euros. L'organisation et l'État ont dépensé 2,68 millions d'euros. À ce total, les auteurs de l'étude attribuent un coefficient multiplicateur de 2,05 intégrant les « effets induits ». Ce qui donnerait un total estimé à 27,4 millions. On doit 80 % de l'impact économique aux étrangers. Faudra veiller à pas les reconduire trop rudement à la frontière, ceux-là.

Élaborée par le centre de droit et d'économie du sport de Limoges, l'étude étale au rayon bénéfiques les dépenses des spectateurs du stade et des écrans géants, les plus évidentes à compter. Autre bénéf, mais plus obscur : contribuables régionaux, riverains du stade et fans de rugby auraient laissé 10,3 millions d'euros de « valeurs de non usage », qui « échapperaient au marché ». Kézaco ? Explication de Marion Debouche de Jeunesse et sport. La valeur de non usage se



décompose en trois : « la valeur d'option (prime consentie pour préserver les possibilités de distraction futures); la valeur de legs attachée aux effets de l'évènement pour les générations futures (immatériel et matériel exemple : infrastructures et services publics améliorés); et enfin la valeur d'existence de l'évènement en soi : valeur morale, sportive, sociale, médiatique, économique, patrimoniale ». Bon d'accord, mais encore ?

L'enquête a sollicité des contribuables pour leur demander leur « consentement à payer » pour cette coupe du monde de rugby. Ce qui donne « une expression monétaire de la variation de satisfaction que leur procure l'évènement ». Euh, c'est celaaaa, ouiiiiii. Les interviewés ont dû dire ce qu'ils pensaient de l'argent public dédié pour l'occasion à l'éducation, la culture, le tourisme et le sport lui-

même. En cas de désaccord, ils doivent suggérer l'affectation idéale selon eux. Cette méthode acrobatique prétend évaluer un montant d'argent public que la population est globalement prête à affecter à l'organisation d'un tel évènement. « C'est ce montant qui est ensuite confronté au montant que les collectivités ont réellement affecté à l'organisation de l'évènement, afin de déterminer s'il en ressort un bénéfice ou un déficit dit "social" », ajoute Benoît Méchinaud de la chambre de commerce. Autant dire que pondérés, convertis, relevés et affectés de coeff de rectification, ces chiffres corcorico sont plus que douteux. Essai peut être, mais pour la transformation, faudra demander la vidéo.

Fabien Relous

Physique chimie

Le poids de la lutte de Klasnic

Tirez pas sur l'ambulance. La nouvelle recrue ne marque pas plus les esprits que des buts. Mais on ne se moque pas des malades.

Dans la maison Canari, on a recruté en début de saison. Que des flèches, forcément. Les meilleurs du marché ou presque. Parmi ces as, l'avant-centre Ivan Klasnic par exemple, recruté pour quatre saisons à Nantes, et présenté comme « gros coup de l'intersaison », « la cerise sur le mercato », « gros poisson », par les commentateurs sportifs. Une aubaine, ce « dynamiteur des surfaces ». Même si elle a coûté cher aux Canaris : sur le site du club, Christian Larièpe vénérat alors son boss : « Il faut remercier le président Waldemar Kita qui nous donne les moyens de nos ambitions. Il s'agissait d'un gros, gros dossier, c'est donc une satisfaction collective ».

Ce Croate né à Hambourg vient du championnat allemand. Il devait claquer des buts comme on claque des doigts. Depuis le début du championnat, le compte marque péniblement deux buts. Il est même arrivé à Klasnic de sortir sous les huées du public. Explication officielle : « déficience physique » à son



arrivée en septembre. Mais avec juste un pointu devant un but grand ouvert et un penalty transformé face à Lyon, pas de quoi pavoiser.

Depuis, pas mieux : « Physiquement, c'est vrai qu'il est un peu en dessous de ses coéquipiers ». Parce que voilà : la perle à deux millions d'euros par saison souffre de « surpoids lié à sa maladie ». Quelques kilos de trop dus à deux greffes de reins, une rejetée et une seconde réussie. Depuis, Klasnic est abonné aux médocs qu'il doit ingurgiter en permanence.

Ce n'est pas tout, il a aussi un problème de cœur mal diagnostiqué, mal soigné : début octobre, Ivan Klasnic a porté plainte contre le toubib et contre la cardiologue du club d'où il sort, le Werder Brême. À Nantes, les soigneurs doivent

penser à se balader avec un avocat. Il est vrai que pour signer en jaune, Klasnic avait aussi évalué les capacités de soins du CHU de Nantes.

« Il sera toujours un peu enveloppé et handicapé. Il faut être indulgent ou son handicap », dit le préparateur physique Georges Gacon, qui pourrait se muer en préparateur en pharmacie.

Pour Christian Larièpe qui l'a recruté, « Ivan est victime de certaines critiques de la presse. Cela explique les sifflets. Je n'ai pas été étonné. Maintenant, il faut être indulgent et surtout se demander pourquoi un étranger a autant de mal à se fondre dans l'effectif nantais », a-t-il dit à *Presse-O*. Sans doute un plaidoyer indirect pour son mal-aimé patron franco-polonais.

*Quest-France, le 29 octobre 2008

Incredible but true Gagne terrain à coup de parpaings

C'est l'histoire d'un garage à étage, qui bave sur ses voisins. Œuvre d'un brave bourgeois nantais, mari d'une élue de l'UMP, le parti des bâtisseurs de rêve.

Frank Van Goetghem a tout pour être heureux : membre du Rotary, concessionnaire en poignées de portes pour cabines de bateau, une épouse à l'UMP et élue d'opposition à la mairie. Seulement voilà, ce brave Franck s'est mis dans les ennuis en se lançant dans l'immobilier aventurier. Rue de Bouillé, sur un petit lopin attenant aux Archives départementales, il a tenté un coup. Avec sa moitié conseillère municipale, il a co-signé une demande de permis de construire, officiellement pour surélever un garage sur une parcelle en longueur. Accordé en novembre 2006. Sans géomètre ni architecte, Franck a pris quelques libertés avec les cotes de son bâtiment. Disons qu'il s'est laissé éloigner de la référence au mètre étalon du pavillon de Breteuil. Seulement voilà, des gens à l'esprit étroit, des experts judiciaires qui ne croient que les faits l'ont rappelé à la dure réalité du centimètre légal. Faut dire qu'avec sa méchante boîte en parpaings, Frankie n'y est pas allé avec le dos de la truella. 49 cm rognés à gauche sur le terrain des archives ; 1,80 m gagné en douce et en hauteur au dessus des prévisions de sa demande de permis de construire. Tant qu'à faire, il a aussi empiété à droite sur la maison mitoyenne, trouant le mur régulièrement pour ancrer un plancher en béton et installant un mur sur la propriété voisine. Ébranlés, les placards de la brave voisine s'en sont trouvés remplis de poussière. Le Franck, bon prince, a fait passer une bouteille de pinard à la dame, en guise d'excuses. Il a aussi prétendu que c'était une surélévation du bâtiment existant, alors qu'il l'a mis par terre sans permis de démolir, prétextant un éboulement que personne n'a vu. Au passage, il a fait descendre le mur appartenant aux archives. Question esthétique, la construction est vilaine comme un pou. Face à l'élégance du nouveau bâtiment des archives, ça fait tache.

Le 3 décembre 2007, un



procès-verbal des services de l'urbanisme dresse inventaire des infractions : construction trop haute, trop large, réalisation d'une terrasse en fond de parcelle avec ouvertures non prévues. Le tout transmis au procureur. Van Goetghem a bien tenté de faire intervenir les élus de droite du conseil général, mais il s'est fait lâcher en route. Pas défendable, son côté petit cochon de la truella. Jouant la stratégie du parpaing accompli, Frankie a mis les bouchées doubles, installant l'électricité et une ligne téléphonique dans un chantier battu par les vents. Mais son avocat lui a instamment conseillé d'arrêter tout pour ne pas aggraver son cas. Il est assigné en référé depuis cet été pour demander la démolition, mais son avocat a trouvé de quoi reporter plusieurs fois les audiences pour éviter de passer trop vite du permis de construire au permis d'instruire. Cette fois c'est le tribunal administratif qu'il a sur le dos. « C'est vrai, j'ai été virulent. Je suis grande gueule, confie l'intéressé à Lulu. C'est de la chasse à l'opposant notoire. J'ai été convoqué par la police. On fait tout pour m'obliger à démolir. 15 cm, c'est pas la mer à boire ! C'est vrai, il y a eu un petit problème de hauteur. Mais la mairie a fait exprès de rabaisser le trottoir. Si rien ne se passe, je reprends les travaux ».

L'imbroglia a quand même vu des experts parler de « tromperie, tricherie aggravée » et un autre conclure qu'il fallait « démolir presque entièrement le bâtiment ». Frankie ne va pas se laisser pas démolir par de telles mesquineries.

Andy Stroy

Zacoquiné Annulé aussi sec

À Grandchamp-des-Fontaines, une fière ZAC a été créée il y a deux ans. Les terrains ont été achetés par la communauté de communes Erdre & Gesvres. Mais tout tombe à l'eau. La ZAC est à l'abandon. Adieu déchetterie, implantation d'artisans. Voilà t'y pas que les terrains voués à l'économie se retrouvent le bec dans l'eau, passés rapido de zone constructible à zone humide, après analyse des bureaux d'étude. Zone humide ? Pas touche. Les tétards et les rainettes ont soudoyé les ingénieurs des bureaux d'étude ou quoi ?

Baie hue Préciput toi-même

Petit joyau de langue ciselée par l'administration que cette petite annonce interne à l'université de Nantes. Il s'agirait, selon toute vraisemblance décryptée par les linguistes avisés, de l'achat de documentation électronique par la bibliothèque universitaire : « La directrice de la BU souhaite répondre à l'appel d'offre intitulé Préciput de l'ANR » pour demander des fonds dans le cadre de « L'optimisation des fonctions supports de l'établissement en réponse efficace aux besoins des équipes opérant les projets ».



Ouverture

Endives au blablaratin

Quand j'entends mon revolver, je sors mon motoculteur. C'est ce qui ressort du labourage de territoire par le verbiage technocratique de ce best seller gratoche de la région. Ça s'appelle « Les Pays de la Loire : une région ouverte à toutes les cultures ». On vous prévient : tout « projet présenté devra présenter une ouverture forte sur le territoire ». C'est pas tout : « Au-delà du SRADD qui identifie de manière globale des territoires en voie de fragilisation dans leur propre

développement, il conviendra de poser un regard plus précis sur les territoires pouvant être qualifiés de « culturellement fragilisés ». Pose ton regard sur le guéridon dans l'entrée, j'ai passé la serpillère partout. Dans les associations, « la région a mis en œuvre une politique d'accompagnement de ce secteur en appuyant notamment la professionnalisation de sa gouvernance ». Il y en a 58 pages, de ce sabir. « La région a rééquilibré son intervention territoriale afin

de ne pas cautionner l'isolement des agglomérations-centre face à leurs charges de centralité ». Mais il y a aussi les « populations empêchées ». Qui c'est, ceux-là ? Fernand, t'es empêché ? Allez, bois un coup, ça va passer, moi ça me l'a fait le mois dernier. Entre les lignes, on comprend que ces « empêchés » doivent être ceux qui peuvent pas, déte- nus, handicapés, rmistes. Les pédégés affectés par la baisse des cours du vent ne sont pas signalés.

C'est c'est haut

Le bleu iodant irradie le territoire

L'évènement n'a échappé à personne. Le CCO a changé de logo. Grâce à l'intelligent subterfuge qui consiste à ne conserver que la première lettre de chacun des trois mots qui le compose, le centre de communication de l'Ouest est connu comme CCO. Tout l'Est nous l'envie. Tout communiquant qu'il soit, surtout avec le rez-de-chaussée de la tour Bretagne qui l'abrite, le CCO a confié sa com' à l'agence LM Y&R, conseil en communication qui l'a donc conseillé pour concocter une « communication revisitée » dotée, on s'en doute, d'un « nouveau positionnement ». Du coup, grâce à la com' de la com', le CCO devient un « média régional » puisqu'il présente les firmes du coin et les pouvoirs

locaux. Tout comme avant, en fait. Mais non, il y a désormais une « idée phare » qui éclaire le centre d'un faisceau de lumière : « le concept de passage à l'action, pour accroître sa visibilité et sa croissance », ce qui doit se résumer par « Tous forme un tout », puisque la devise des Trois mousquetaires était déjà prise. Le pompon de la récréation, c'est le logo passé à la moulinette participative. C'est mode. Les boîtes et sociétés qui payent pour être dans ce « show room » de l'économie du cru ont donc voté. Triomphe de la démocratie. Alleluyah. L'agence de com' a « travaillé sur un logo axé sur cinq idées force qui sont l'ouverture, l'ambition, le mouvement, l'éclat et la notion de "durable". Celui-ci s'exprime

avant tout dans l'idée de montée en puissance, de rayonnement grandissant, où chacun vient rejoindre et construire le CCO et ainsi faire grandir le territoire ». C'est beau comme un discours soviétique. En résumé, le logo présente trois rondelles amputées, entre le saucisson conceptuel et les anneaux de Buren qui se seraient fait ratatiner les arpiens s'ils en avaient eu. Mais officiellement non. Le logo a été composé avec « une association du bleu (ultra-marine blue) statutaire et iodant, et de rose (aurora pink) symbolisant la créativité et l'innovation culturelle du lieu ». Alors que certains ringards pensent encore que le bleu statutaire, ça fait uniforme de flic, et le rose socquette de poupée Barbie imprégnée des valeurs du socialisme modernisé.



Pourcent âge Pas compter sur les jeunes

Un lecteur attentif de la littérature officielle nous signale quelques entorses à l'orthodoxie statistique et à l'évidence mathématique. As du calcul mental, il a tiqué sur les chiffres de présentation des États régionaux de la jeunesse, organisés par le conseil régional des jeunes. Selon le topo officiel, l'assemblée est composée de 108 membres, 43 femmes et 52 hommes. Ce qui oublie donc 13 hermaphrodites ou alors tellement déviants sexuels qu'on préfère ne pas compter sur eux. La répartition par département est tout aussi fantaisiste : 34 % de Loire-Inférieure, 9 % de Mayenne, 13 % de Vendée, 13 % de la Sarthe et 24 % du

Maine-et-Loire. Ce qui, faites le compte, dénombre quand même 7 % de Martiens, à moins qu'il ne s'agisse de sans-papiers émigrés en douce de Poitou ou de SDF d'un bantoustan bas-normand.

Ce n'est pas tout : selon ce topo, 27 % de ces conseillers régionaux pour du beurre sont lycéens, 21 % étudiants, 12 % salariés et 2 % apprentis. Il en manque un paquet : 37 % exactement, qui n'étant rien de tout ça, sont sans doute chômeurs, rentiers ou Rmistes. Ce qui crève tous les plafonds statistiques connus. On ne dira jamais assez l'imprécision crasse de la jeunesse.

Eau rage, eau désespoir

Flotte de guerre Nord-Sud

Le big bizness de l'eau sponsorisée à Nantes un petit échange Nord-Sud. Veolia ouvre son petit robinet pour masquer des eaux plus troubles.

Se voulant « lieu de rencontre des cultures scientifiques du Sud et du Nord », le futur IEA, Institut d'études avancées, accueillera à Nantes en résidence des chercheurs en sciences humaines, des touibs, des biologistes, des artistes de tous les continents. Youpi. United colors of bénédiction. Les premiers résidents annoncés devraient venir de Delhi, Yaoundé, Tokyo, Ouagadougou, Berlin, Venise, Sao Paulo ou New-York. Premier du genre en France, cet institut ouvre en janvier 2009 avec le soutien de Veolia Eau qui a mis le paquet : deux millions d'euros au capital, six fois plus que la subvention annuelle de Nantes métropole. Veolia, numéro 1 de la distribution de l'eau et du traitement des ordures dans le monde, ex-Vivendi, ex-Générale des Eaux. Grand financeur des chiraquiens, si l'on en croit le procès des HLM de Paris et le scandale des lycées en Ile-de-France. Installateur de tramway en Israël reliant les colonies au reste des villes. Un équipement qui enracine la spoliation des terres palestiniennes.

La mer à boire

À Nantes, avec ces chercheurs nord-sud, Veolia se rachète une conduite. Officiellement, les multinationales qui dominent le marché planétaire de l'eau, Veolia et Suez-Lyonnaise au premier plan mondial, baratinent sur la « gestion active de l'eau ». Plaidant que cet H2O qui se fait si rare est un besoin, bien plus qu'un droit. Une histoire d'offre et de demande, rien à voir avec cette agaçante notion de « patrimoine commun de l'humanité ». C'est donc un bien privé, une marchandise précieuse, des tuyaux et de robinets, et incidemment ce qui coule dedans. En Afrique et pour tous les pays pauvres, la Banque mondiale met en balance la privatisation de l'eau contre l'allègement de la dette et l'octroi de nouveaux prêts. C'est pas la mer à boire. Juste une spirale de dettes qui pousse les économies exsangues dans les bras des multinationales.

Privés d'eau privée

En France, Veolia Water multiplie les déclarations prônant un usage raisonné et raisonnable



de la flotte. Ce qui masque mal les logiques lourdes d'ingénierie et de technologies high tech censées résoudre les problèmes de la ressource. Sans mettre en cause les productivismes agricoles, industriels, énergétiques ou touristiques... Une affaire d'experts et d'actionnaires choyés. La langue pendante, excité par une belle soif de dividendes, Veolia Water avoue desservir 2 % de la population mondiale. Alors que « la part de la population mondiale desservie en eau potable par des opérateurs privés se situe entre 6 et 7 % ». Il y a de la marge. Et la marge, les actionnaires adorent.

En fait, la position dominante d'une société comme Veolia en fait un vrai prédateur. Début août 2007, avant la crise, *Le Figaro*, pas vraiment habitué à pourfendre le capitalisme dévastateur, a ainsi vivement conseillé à ses lecteurs de miser sur les « valeurs sûres » en bourse comme les sociétés en « situation oligopolistique Suez et Veolia », qui ont le pouvoir de « répercuter une hausse des coûts sur leur prix de vente ».

« Les exemples des effets néfastes de la privatisation de l'eau sur les populations ne manquent pourtant pas dans le monde... Au final, le prix de l'eau augmente, et ceux qui ne peuvent plus payer ne bénéficient plus du service », explique l'ONG Peuples solidaires.

Arroser tout le monde

Sur son site, Veolia rame : « Il est primordial de ne pas se laisser

aveugler par un débat idéologique qui n'a pas lieu d'être », plaide comme il peut Cyril Roger-Lacan, directeur général-adjoint de Veolia Water, qui auto-évalue ses pratiques et auto-proclame que « le développement durable n'est pas une contrainte mais une des fondations du métier ». Avec la « conviction que le développement durable, pour un opérateur de services d'eau et d'assainissement, constitue avant tout une recherche de solutions concrètes, au cas par cas, au service de chacun de ses clients ».

Autre ONG, Public Citizen fondée par Ralph Nader et défendant le maintien des services publics, publie en 2005 un rapport qui épingle Veolia : « En dépit de l'expérience professionnelle mondiale de Veolia dans la corruption, les promesses brisées, la dégradation de l'environnement, l'escroquerie dans les prix, le brouillage, le fourvoiement et le secret, la plus grande entreprise de l'eau au monde continue à avoir le soutien substantiel des proches des puissants des cercles financiers et politiques. Parfois, l'industrie de l'eau privée a recueilli ce soutien à l'ancienne mode : en subornant des officiels ». Ali El Kenz et Alain Supiot, les pères fondateurs de l'Institut, ne peuvent qu'avaler sans sourciller avec une langue de bois humidifiée par Veolia : « La mondialisation économique confronte les grandes entreprises à des sociétés et des cultures différentes. Veolia Eau l'a compris lorsqu'il s'agit d'implanter des systèmes de distribution d'eau en Afrique et en Inde par exemple ». On pourrait les embaucher comme chargés de com', ou pour astiquer les robinets.

Ainsi, à Nantes, un des plus avides opérateurs de l'eau, artisan de la soumission des peuples du Sud aux économies des nantis, va venir baptiser un échange Nord-Sud. Ce financement, c'est une goutte d'eau pour Veolia. Pour savoir bien nager avec les élus, faut savoir se mouiller.

H. Dezeaux

* Ouest-France, le 28 novembre 2006

Précaré

Deuxième classe, sortez du rang!

Le rêve absolu : auxiliaire temporaire, agent 2^e classe remplaçant à la mairie de Nantes. Mais tout rêve a une fin. Absolue.

La mairie de Nantes lutte contre l'emploi light. En février 2004, elle a même signé avec les syndicats un « protocole d'accord pour la résorption de l'emploi précaire ». Ce qui devait notamment passer par l'intégration de 147 « agents temporaires de longue durée, entrés dans la collectivité avant le 1^{er} janvier 2002 ». Bertrand Renoux aurait dû être du nombre. Entré au CCAS en novembre 2001 comme « agent social de 2^e classe auxiliaire », il est gardien remplaçant des petits vieux dans les foyers logements municipaux. Il en a fait six, des foyers logements, en enchaînant des centaines de CDD pendant sept ans, de jour, puis de nuit, avec la souplesse imposée pour ce genre de travail. Une chance : en embauchant à des horaires variables, il l'apprenait souvent quelques heures avant. Toujours mieux qu'après. Jusqu'à une rupture d'anévrisme qui le laisse un mois dans le coma, suivi de quatre mois de rééducation à l'hosto. Quand il

reprend son travail, la direction du personnel dit ne pas être au courant de l'arrêt maladie. « On m'a soupçonné d'avoir un emploi à côté ». Échappant de peu à la porte, il est changé de secteur. Direction les espaces verts en juin : ouvrir et fermer les grilles; vider les poubelles à mi temps pour 600 euros net par mois. Echelon 01, indice brut 0281, Maj 0290, groupe G3. La classe. Et finalement, terminé le boulot. On lui dit qu'en tant qu'adjoint technique 2^e classe remplaçant, il ne s'investit pas assez avec ses collègues. Fumer une clope, prendre un livre à la pause : pas bien du tout. Une fiche d'évaluation ne trouve rien à redire sur la qualité du travail, mais lui reproche carrément d'« accepter rarement des interventions imprévues et donc non programmées. Il essaie régulièrement de négocier son planning de travail ». Ah bon, c'est pas bien ? Et quand ça ne marche pas, ses chefs lui reprochent des sorties comme : « Donc en fait, vous me demandez d'être taillable et corvéable à merci ». On ne voit pas de quoi se plaint la hiérarchie. Dans corvéable à merci, il y a merci.



Or ni car

Experts comme des arracheurs de dents

Aboule la joncaille. Or, argent, platine... C'est de saison. À la mi-novembre, les experts de la société VPO, valeurs précieuses & or, ont tenu permanence l'après midi dans des hôtels de l'agglomération. On y a rachaté les lingots de sous l'oreiller, les bijoux de famille et la vieille montre à gousset de grand-papa Marcel. Sans rendez-vous, paiement immédiat

en espèces, s'il vous plaît. Ça sent son climat de crise et de vautours. « Nous achetons vos bijoux, même endommagés ou cassés, vos bijoux anciens, or, argent et platine, or dentaire... » Espérons que les experts rebouchent les trous dans les molaires. Un billet de 50 euros en boule, mixé avec du chewing gum à prise rapide, ça vous va Pépé ?

Qui ça?

Ont œuvré à ce numéro : Pich, La Touche, Jules de chez Smith, Sophie Nasri, Pascale Hibrage, La Case.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière.

N° ISSN : 1270-4911 - N° CPPAP : 0211 G 88321.

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association la Lettre à Leuleu.

Tirée à 3 500 ex. sur papier recyclé par LNG, 13 rue Lavoisier, 44980 Sainte-Luce.

Les archives du journal sont sur lalettrealuleu.com.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, redistribués, si possible avec mention de l'origine.

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
.....

Chèque à l'ordre de La Lettre à Leuleu, 11 rue des Olivettes, 44000 Nantes

Contemplation Clochetons de prolos

Sur le projet de barge flottante de l'architecte Olivier Flahault, le maire a joué un bras de fer contre les anciens ouvriers de la Navale et a imposé cette construction pour bureaux et restaurant haut standing. Une « trahison » pour les anciens ouvriers qui ont cru acquise la vocation de cet espace comme un parc de mémoire. « Les cathos ont leurs clochers. Les ouvriers peuvent bien avoir les leurs. On s'est battus pour sauver les grues du ferrailage, conserver les nefs des chantiers navals et la gare de l'Etat, tout un passé populaire qui mérite la même fierté que le château ou la cathédrale. Et on nous traite de contemplatifs! », tonne Jean Relet, ancien syndicaliste des chantiers Dubigeon. Bref, rien de nef.